

# LGV : l'agglo paie quand même

**LIAISONS FERROVIAIRES** Une majorité d'élus a décidé de participer hier pour 21 millions au financement de la ligne LGV entre Tours et Bordeaux

JEAN-JACQUES NICOMETTE  
jnicomette@sudouest.fr

On ne peut pas vraiment dire que la chose est passée comme une lettre à la Poste. Mais, après un débat marqué par quelques tensions, la décision a été prise à une majorité de 33 voix.

Hier soir, la Communauté d'agglomération paloise a accepté de s'engager à hauteur de 21 millions d'euros pour participer au financement de la ligne ferroviaire à grande vitesse entre Tours et Bordeaux.

Pour Martine Lignières-Cassou, sa présidente, il s'agissait de franchir la première étape d'un processus destiné à désenclaver le Béarn. Certes, reconnaît-elle, on demande aux collectivités locales de compenser le désengagement de l'État sur de grands projets d'infrastructures. « Mais la desserte LGV de notre territoire est une nécessité vitale, et nous devons prendre nos responsabilités. »

À ses yeux, les choses sont claires : la réalisation de ce tronçon permettra aux Béarnais de gagner une heure pour rejoindre Bordeaux et Paris. « Ce n'est pas rien. Et pour que la LGV arrive à Pau, elle doit d'abord passer par Bordeaux. C'est pour cela qu'il ne faut pas retarder ce projet. »

## Le Modem réticent

En revanche, la députée-maire PS de Pau a proposé à ses collègues de ne pas s'engager sur le financement de la ligne Bordeaux-Hendaye. Du moins tant que de solides garanties n'auront pas été obtenues pour qu'une desserte du Béarn et de la Bigorre soit assurée.

Bref, on avance sur un point, et on reste ferme sur la suite des événements.

Cette façon de voir les choses n'a pas été partagée par tous. À commencer par Monique Sémavoine, maire Modem de Mazères-Lezons, appuyée par André Arribes, son collègue de Bizanos. Tous deux reprenant une discussion qui fait déjà débat au sein du Conseil général. Ce qui ne relève peut-être pas du hasard en cette période d'élections.

**« Quand je nous compare aux Bretons, je sais pourquoi nous sommes restés les seuls à ne pas être reliés à Bordeaux »**

Trois Communautés de communes ont décidé de ne pas participer au financement de la Bordeaux-Tours, a-t-elle expliqué. Avant de rappeler que le Conseil général des Landes n'a pas encore délibéré sur le sujet. Et surtout que Ségolène Royal, la présidente PS de la région Poitou-Charentes, « refuse les conditions fixées par l'État » dans ce dossier. Tout en posant ses exigences, en particulier en matière de desserte.

« Pourquoi ce qui ne serait pas bon pour le Poitou-Charentes, le serait-il pour le Béarn ? », a demandé l'élue Modem. M<sup>me</sup> Royal négocie



Monique Sémavoine, maire Modem de Mazères-Lezons, est montée au créneau face à Martine Lignières-Cassou. Mais la délibération est passée. (PHOTOS APO INEVES LUISZAC)

et prend son temps. Faisons de même. Nous devons obtenir l'absolue garantie que Pau et notre région seront desservis par la LGV. »

De là à proposer que Martine Lignières-Cassou retire la délibération de l'ordre du jour et que, somme toute, elle revoie sa copie, il n'y a eu qu'un pas.

## Le PCF aussi

Dans la foulée, d'autres réserves ont été formulées par Danièle Iriart, élue écologiste de la majorité paloise. Celle-ci a pris l'exemple du tunnel du Somport pour dénoncer « les projets pharaoniques qui ne tiennent pas leurs promesses à l'arrivée ».

Olivier Dartigolles (Pau, PCF) a lui aussi demandé que l'on retire la délibération de l'ordre du jour. « Celle proposée est trop défensive. Il faut poser un acte politique fort qui ait un écho au-delà de notre territoire. Soit en retirant cette proposition, soit en nous abstenant tous de voter. » Car aujourd'hui, assure-t-il, aucun bookmaker ne prendrait de

pari sur les chances de la desserte LGV du Béarn et de la Bigorre.

Martine Lignières-Cassou a vivement réagi à ces propos. Tout en demandant à plusieurs reprises à l'élue communiste, qui protestait, de cesser de l'interrompre.

« Ce débat est emblématique de notre état d'esprit », a déploré la présidente. « Quand je nous compare aux Bretons, qui étaient plus excentrés que nous mais qui n'ont jamais mégoté pour faire avancer leur territoire, je sais aujourd'hui pourquoi nous sommes les seuls à ne pas être reliés à Bordeaux. »

« Pourquoi croyez-vous également que l'A 65 a pris une forme autoroutière et qu'elle sera chère ? C'est parce que, pendant vingt ans, nous nous sommes demandés s'il était utile d'être reliés à nos voisins. Des positions comme les vôtres nous desservent. Car au bout du compte, on paie ! »

« À force d'avoir mégoté, d'avoir eu peur de plier devant untel ou untel, nous sommes finalement la seule collectivité avec le Conseil gé-

néral à participer au financement de l'autoroute. »

## Pas d'interruption de séance

« Je suis très prudente en vous proposant de vous engager sur la Bordeaux-Tours, mais de ne rien signer sur les tronçons vers Hendaye et Toulouse », a-t-elle conclu. « Car, si demain, la liaison vers Hendaye se fait, sans desserte du Béarn et de la Bigorre, nous serons très mal. »

Face à cette argumentation, Monique Sémavoine a demandé une interruption de séance, afin de consulter ses amis. Ce que la présidente, déterminée à ne rien lâcher, ne lui a pas accordé : « Ici, on ne fonctionne pas en groupes politiques. »

Six élus se sont finalement prononcés contre la délibération. Dix-sept d'entre eux, dont Monique Sémavoine, André Arribes, et Michel Bernos, le maire Modem de Jurançon, se sont abstenus. Il en a été de même pour Olivier Dartigolles.

La proposition a été adoptée à une majorité de 33 voix.